



Les contradictions de la gestion intégrée des ressources en eau dans l'agriculture irriguée méditerranéenne

par [Florent Breuil](#) | Thématique: [Eau](#) | Rubrique: [Diagnostic scientifique](#)

Cahiers d'études et de recherches francophones / Agricultures. Volume 16, Numéro 4, 294-300, Juillet-août 2007, Synthèse

DOI : 10.1684/agr.2007.0120

Auteur(s) : Thierry Ruf, Marie-Jeanne Valony, Institut de recherche pour le développement (IRD), Unité de recherche 168, Équipe Thèmes, 911, avenue Agropolis, BP 64501, 34394 Montpellier cedex 5, Centre national d'études agronomiques des régions chaudes (Cnearc), 1101, avenue Agropolis, BP 5098, 34033 Montpellier cedex 1.

Résumé : Le modèle de gestion intégrée des ressources en eau repose sur des bases définies à Dublin en 1992 et reproduites sous des termes analogues depuis 15 ans dans la plupart des conférences sur l'eau. Il comprend plusieurs principes que nous allons présenter et que nous confronterons à des situations précises d'agriculture irriguée de la rive nord et sud de la Méditerranée. Le premier principe donne la définition du territoire hydrologique, le bassin-versant, dont les contours, en Méditerranée, ne vont jamais de soi. Le deuxième principe considère l'unité de la ressource et sa gestion concertée entre usagers, planificateurs et décideurs, une manière technocratique de voir les sociétés alors que celles-ci sont composites dans un territoire donné de la Méditerranée et qu'elles abordent les eaux au pluriel, selon leurs origines, leurs accès, leurs emplois et réemplois. Le troisième principe centre les questions sociales sur les femmes garantes de la vie, mais cette approche masque en réalité les inégalités extrêmes qui se sont développées dans les sociétés rurales méditerranéennes et débouche sur des avancées très limitées pour la gestion des eaux agricoles par les femmes. Le quatrième principe, celui pour lequel Dublin est la référence, est la fixation d'une valeur économique à l'eau. Pourtant cette ressource peut être partagée selon quatre modalités : le péage, le bien commun, le bien public et le marché. En réalité, ces quatre formes coexistent dans le même espace de gestion des eaux, particulièrement en agriculture méditerranéenne. Chaque espace a construit un compromis institutionnel et économique mais l'effet des politiques mondiales de l'eau entraîne, d'une part une précarisation hydraulique pour les producteurs les plus faibles en zones irriguées, et d'autre part une redistribution où l'État, loin d'être désengagé, exproprie les droits d'eau anciens et attribue des ressources excessives aux véritables surconsommateurs des eaux.

Mots-clés : conservation de l'eau, gestion des ressources, irrigation, mondialisation, région méditerranéenne

Source : John Libbey Eurotext

Les liens connexes



[la dépêche sur Média terre](#)



[Consulter l'article complet](#) (207 hits)

modéré par fbreuil